

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le baromètre Eurofactor/Les Échos montre que les patrons de PME-PMI européens affichent un optimisme prudent pour 2008

**Près de 3 000 entreprises européennes interrogées
donnent les grandes tendances de l'année**

Issy-les-Moulineaux, le 11 janvier 2008

La 6^{ème} édition du baromètre Eurofactor/Les Echos, réalisé par CSA auprès de 3 000 entreprises de 6 à 500 salariés de sept pays européens (Allemagne, Belgique, France, Espagne, Italie, Portugal et Grande-Bretagne) suggère que les chefs d'entreprises anticipent une croissance bien orientée en Europe en 2008, mais sans doute en léger ralentissement par rapport à l'année précédente du fait notamment des nombreux facteurs d'incertitudes observés depuis la fin 2007.

- Une large majorité des patrons interrogés se déclarent plutôt confiants dans leur environnement économique. En outre, leur proportion en hausse dans tous les pays à l'exception de l'Espagne, s'explique par un environnement global porteur en 2007.
- Pour 2008, les chefs d'entreprises se montrent optimistes, tout en restant relativement prudents. L'indicateur de dynamique de croissance Eurofactor¹ progresse dans 5 des 7 pays étudiés. La seule chute marquée concerne l'Espagne dont les entreprises sont les seules à envisager une détérioration de leur situation économique et financière en 2008.
- Globalement, la prudence des chefs d'entreprises s'explique par la multiplication des risques pesant sur l'environnement global depuis le second semestre 2007 (crise financière, prix du pétrole, euro fort, etc). D'ailleurs, les évolutions des prix des matières premières et de l'énergie sont citées comme étant les principaux facteurs d'inquiétude.
- On notera que les entreprises européennes demeurent très sensibles à la concurrence exercée par les pays émergents, au premier rang desquels se trouvent la Chine et les pays d'Europe de l'Est. Pour faire face à cette concurrence, les entreprises européennes envisagent notamment d'accroître leurs gains de productivité.
- Malgré la crise financière, les chefs d'entreprises ne semblent pas craindre de difficultés d'accès au crédit au cours des prochains mois.
- L'investissement, principal moteur de la reprise en zone euro depuis la mi-2005, devrait vraisemblablement rester bien orienté. La plupart des chefs d'entreprises prévoient en effet d'accroître leurs dépenses d'investissement, ou au pire de les stabiliser autour de niveaux déjà élevés. On notera en particulier que si les entreprises françaises sont en retrait par rapport à leurs homologues, les entreprises allemandes sont les plus enclines à augmenter leurs investissements.

¹ L'indicateur de dynamique de croissance Eurofactor traduit la proportion d'entreprises envisageant simultanément une croissance de leur chiffre d'affaires, une amélioration de leur rentabilité et une hausse de leurs dépenses d'investissement.

1. SANTE FINANCIERE ET ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DES PME-PMI

1.1. Les PME-PMI européennes restent optimistes

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprises européens restent optimistes quant aux perspectives d'évolution de leur activité en 2008. Elles anticipent majoritairement une stabilisation de leur chiffre d'affaires mais la proportion d'entreprises anticipant une augmentation de leur chiffre d'affaires est en hausse.

Les disparités qui étaient visibles les années précédentes se sont réduites : la plupart des entreprises ayant profité de la nette amélioration de la conjoncture européenne depuis deux ans :

- Les PME-PMI françaises sont ainsi nettement plus optimistes que l'année précédente, malgré les performances relativement moyennes de l'économie française.
- Le nombre de chefs d'entreprises allemands et portugais envisageant une hausse de leur chiffre d'affaires en 2008 est en nette hausse.
- Les PME-PMI belges et britanniques sont les plus optimistes quant à l'évolution de l'environnement économique au cours des douze prochains mois.
- Les entreprises espagnoles sont en revanche les moins optimistes, probablement en raison du ralentissement conjoncturel anticipé à partir de l'année prochaine. Leurs prévisions à 12 mois se sont nettement dégradées.

1.2. Vers une profitabilité accrue

Les entreprises européennes sont également optimistes quant à l'évolution de leur rentabilité. Dans l'ensemble, la proportion d'entreprises tablant sur une amélioration de leur rentabilité en 2008 a en effet nettement augmenté par rapport à l'an passé. L'amélioration de la conjoncture en 2007 a permis d'accroître leurs débouchés. En outre, les nouveaux efforts mis en œuvre depuis le début de l'année 2006 (désendettement, restructuration) leur permettront d'améliorer leur santé financière, ce qui se reflète dans les résultats de l'enquête. Enfin, même si les taux d'intérêt sont remontés en 2007, leur niveau est resté globalement faible, ce qui a permis aux entreprises de continuer à bénéficier de conditions de financement favorables.

Si dans la plupart des pays concernés, les entreprises affichent de meilleures perspectives en termes de rentabilité, certaines sont plus prudentes, voire légèrement pessimistes.

- Les entreprises françaises n'envisagent ainsi pas d'amélioration notable de leur rentabilité.
- On observe également que les opinions positives ont nettement et brutalement baissé en Espagne.

1.3. Des conditions de financement toujours favorables

Alors que la persistance des tensions sur les marchés monétaires devrait conduire les banques à davantage de vigilance et de sélectivité, les résultats du baromètre suggèrent que les entreprises ne craignent pas de difficultés majeures d'accès au crédit au cours des prochains mois. Plus des ¾ des entreprises jugent en effet l'accès au crédit « plutôt facile » ou « ni facile, ni difficile ». En outre, la part des entreprises considérant que l'accès au crédit est plutôt difficile est en nette baisse par rapport à l'année dernière. Ceci s'explique sans doute par le fait que les entreprises considèrent que les perturbations sur les marchés monétaires sont transitoires et qu'elles ne devraient pas conduire à un resserrement marqué des conditions de prêts.

Par ailleurs, la part des PME-PMI européennes envisageant de recourir au crédit en 2008 a légèrement progressé dans la plupart des pays européens. Mais dans l'ensemble, cette proportion se situe aux alentours de 30 %, à l'exception de l'Espagne.

1.4. Des entreprises moins enclines à embaucher

Si dans l'ensemble les résultats sont assez homogènes, quelques différences méritent d'être signalées :

- En France, on constate que la part des entreprises prévoyant d'augmenter leurs effectifs reste la même que l'année dernière (23%). Cela peut s'expliquer notamment par la rigidité du marché du travail en France qui conduit les entreprises à davantage de prudence en matière d'embauche. La recherche des gains de productivité les conduit à stabiliser leurs effectifs afin de compenser l'augmentation rapide des coûts salariaux.
- En Allemagne, l'emploi devrait continuer de progresser, même si c'est à un rythme moins rapide que par le passé. Davantage d'entreprises se déclarent en effet prêtes à embaucher. Néanmoins, plus de 70 % des entreprises anticipent désormais une stabilisation de leurs effectifs.
- En Italie et au Portugal, l'emploi devrait rester stable, plus de 80 % des entreprises déclarant vouloir stabiliser leurs effectifs.
- Les effectifs des entreprises belges et britanniques devraient continuer à croître sur des rythmes soutenus.

1.5. L'investissement des entreprises restera bien orienté

Le redressement du cycle de l'investissement a été le principal moteur de la reprise en cours en zone euro depuis la fin 2005. Le baromètre Eurofactor indique que ce mouvement a tout lieu de se poursuivre en 2008, quoique sur des rythmes moins soutenus. La majorité des entreprises prévoient en effet une stabilisation de leurs dépenses d'investissement en 2008. Cette stabilisation devrait se faire toutefois à partir de niveaux élevés, car l'investissement productif a été particulièrement dynamique en 2007 (+ 4,8 % en moyenne). Par ailleurs, malgré quelques tensions sur les appareils productifs dans la plupart des pays, l'extension de la capacité de production de biens déjà existants ne sera pas un motif pour accroître les dépenses d'investissement. En revanche, les entreprises devraient consacrer l'essentiel de leurs dépenses dans la modernisation des équipements existants.

Certaines disparités existent entre les différentes PME-PMI européennes :

- La part des entreprises allemandes prévoyant des investissements est en hausse (41%, + 11 points) ce qui est plutôt de bon augure pour la croissance dans le reste de la zone euro.
- Dans le cas de la France, la part des entreprises prévoyant d'augmenter leurs investissements s'est légèrement réduite par rapport à l'année précédente (26 % vs 29%).
- Dans les autres pays, on notera que seules les entreprises espagnoles prévoient une moindre progression de leurs dépenses d'investissement (32% vs 41%).
- Enfin notons qu'environ un tiers des entreprises françaises, italiennes, espagnoles et portugaises ne prévoient aucun investissement en 2008.

1.6. Les risques pesants sur l'environnement global se sont intensifiés

La prudence relative des chefs d'entreprises identifiée dans l'étude s'explique par la multiplication des risques pesant sur l'environnement global depuis le second semestre 2007 : la crise financière et ses conséquences sur les conditions de crédit, la flambée des prix du pétrole et des matières premières agricoles, l'euro fort, ...

Les évolutions des prix des matières premières et de l'énergie sont d'ailleurs citées par les chefs d'entreprises comme étant les principaux facteurs d'inquiétude. La flambée des cours du pétrole et des prix des matières premières va en effet renchérir les coûts des entreprises. En revanche, les évolutions des taux de change ne constituent pas un risque majeur pour la compétitivité des exportations des PME-PMI. Pour les entreprises de la zone euro, ceci s'explique par le fait que l'essentiel de leurs échanges sont réalisés à l'intérieur de l'Union Économique et Monétaire ou avec d'autres pays européens dont les monnaies sont plus ou moins liées à l'euro.

Enfin, on notera que les entreprises européennes, notamment italiennes et portugaises, demeurent très sensibles à la concurrence exercée par les pays émergents, au premier rang desquels se trouvent la Chine et les pays d'Europe de l'Est.

2. LA GESTION DU POSTE CLIENTS

2.1 Toujours des différences en matière de délais de paiement clients

Globalement en Europe, une PME-PMI se fait payer, en moyenne, à un horizon de deux mois et une semaine.

- C'est toujours en Allemagne et en Grande-Bretagne que les délais sont les plus courts (un mois et demi, en légère amélioration par rapport à l'année précédente).
- En France et en Belgique, les entreprises se font régler en moyenne à respectivement 66 et 60 jours, délais stables par rapport à l'année précédente.
- En Espagne, les délais moyens ont été réduits de 81 à 73 jours.
- Au Portugal et en Italie, ces délais sont quasiment stables à 99 et 94 jours.

L'Allemagne reste donc le pays d'Europe où les délais de paiement pratiqués sont les plus faibles malgré une activité exportatrice importante sur des pays à risque.

Enfin, notons que les délais de paiement du secteur Public avoisinent les délais du secteur privé en Grande Bretagne, en Allemagne, en Belgique, en France où des efforts importants ont été entrepris dans ce sens. En revanche, ils restent encore supérieurs de 20 jours en Espagne, en Italie et au Portugal.

2.2 Les impayés touchent de nombreuses PME PMI

Si les retards de paiement pénalisent les entreprises au niveau de la trésorerie disponible, le taux de créances impayées pèse directement sur la compétitivité.

Les risques d'impayés sont assez fréquents dans la plupart des pays européens : les trois quarts des entreprises européennes se trouvent directement exposées, en particulier en Italie (81% des PME ont subi au moins 1 impayé en 2007), au Portugal et en Allemagne.

Les impayés représentent en moyenne près de 1% du chiffre d'affaires des entreprises européennes. C'est en France, où le pourcentage d'entreprises ayant des créances impayées est le plus faible (62%), que le taux moyen des créances impayées par rapport au chiffre d'affaires est le plus bas de l'ensemble des pays européens (0,7%).

Alors que près de neuf PMI-PME allemandes, belges et britanniques sur dix engagent une procédure de recouvrement après l'échéance de la créance, seulement sept PMI-PME espagnoles sur dix en font la démarche. Globalement le processus de recouvrement, quand il est lancé, l'est bien au-delà de l'échéance théorique de la créance. Cela s'explique par les relations commerciales interentreprises, par le cycle de production du secteur concerné et par le rapport de force entre l'acheteur et le vendeur. C'est toutefois un facteur de risque accru de non paiement.

Par ailleurs, la facturation des intérêts de retard est variable selon les pays :

- En Allemagne et en Belgique, respectivement 52% et 34% des entreprises facturent des intérêts de retard au-delà de l'échéance.
- Ces facturations sont nettement moins pratiquées au Portugal, en Grande-Bretagne et en Italie (respectivement 26%, 22% et 21% des entreprises).
- C'est en France et en Espagne que les intérêts de retard sont le moins facturés (respectivement 12% et 14% des entreprises).

Mais dès lors qu'ils sont facturés, les intérêts de retard sont très majoritairement encaissés.

2.3 Les entreprises européennes utilisent des services externes

Les deux tiers des entreprises européennes interrogées ont recours à des prestataires externes pour la gestion de leur poste clients.

Une palette assez large de services est utilisée, en fonction des habitudes nationales.

Globalement les principaux services utilisés sont les cabinets d'avocats, viennent ensuite les experts comptables ou centres de gestion agréés puis les assurances crédits.

Parmi les entreprises qui n'utilisent pas ces services aujourd'hui, entre 20 et 30% suivant les pays - à l'exception de l'Italie (10%), envisagent d'y avoir recours dans les mois ou années à venir.

Pour en savoir plus, les détails de l'étude et les graphiques sont disponibles en format électronique sur demande.

A propos d'Eurofactor :

Eurofactor est numéro 1 de l'affacturage en France, et le premier réseau intégré d'affacturage en Europe, implanté en Allemagne, au Bénélux, en Espagne, en France, au Portugal, au Grande-Bretagne et prochainement en Italie. L'ouverture de cette filiale italienne permettra au groupe Eurofactor de renforcer son maillage européen en étant présent sur le 2^{ème} marché mondial de l'affacturage.

Filiale du Crédit Agricole, Eurofactor accompagne le développement de toutes les entreprises en construisant avec elles la solution de gestion du poste clients la mieux adaptée à leur stratégie, à leur secteur d'activité, à leur taille et à la typologie de leur clientèle, en France et à l'International, en développant notamment une offre pan-européenne, European Pass®.

Pour toute information :

Nathalie Paquet

Eurofactor

Tel : 01 43 23 72 72

nathalie.paquet@groupe-eurofactor.com

Hervé du Souich

3d Communication

Tel : 01 46 05 87 87

hdusouich@3dcommunication.fr